

**RELANCE DES LOISIRS TOUT 9 INC**  
**ÉTATS FINANCIERS ET**  
**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

**31 DÉCEMBRE 2018**

**RELANCE DES LOISIRS TOUT 9 INC**

**ÉTATS FINANCIERS**

**31 DÉCEMBRE 2018**

Rapport de l'auditeur indépendant	1
Résultats	2
Évolution de l'actif net	3
Bilan	4
Flux de trésorerie	5
Notes complémentaires	6
Renseignements complémentaires	9

# Jacques G. Tanguay CPA Inc.

Société de comptable professionnel agréé

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration  
de Relance des loisirs tout 9 Inc

### Opinion avec réserve

J'ai effectué l'audit des états financiers de la société Relance des loisirs tout 9 Inc., qui comprennent le bilan aux 31 décembre 2018, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes canadienne pour les organismes sans but lucratif.

### Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, l'organisme tire des revenus de dons pour lesquels il n'est pas possible d'auditer de façon satisfaisante s'ils ont tous été comptabilisés. Par conséquent, notre audit de ces revenus s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de l'organisme et nous n'avons pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des dons reçus, des résultats nets, de l'actif et des actifs nets. Nous avons indiqué la même réserve dans les états financiers du 31 décembre 2017.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

/2

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

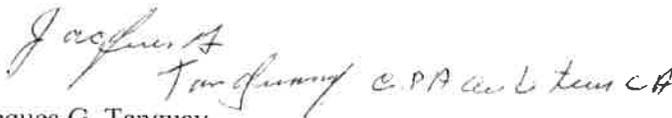
En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et met en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

3/...

- j'acquière une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.



Jacques G. Tanguay  
CPA auditeur, CA  
Pour Jacques G. Tanguay CPA Inc.

Chambly, le 25 mars 2019

## RÉSULTATS

## EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
PRODUITS		
Subventions (page 9)	309 858 \$	263 001 \$
Revenus d'activités	370 142	354 064
Dons et commandites	33 896	23 546
Autres revenus	60 065	57 866
	<u>773 961</u>	<u>698 477</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	469 306	440 364
Frais de formations	1 488	2 701
Dépenses reliées aux activités (page 9)	138 027	165 011
Frais de déplacements	890	1 126
Publicité et frais de représentations	4 432	6 969
Frais de réunions	2 315	2 240
Télécommunications	6 515	5 440
Assurances	1 777	1 880
Taxes, permis et cotisations	1 179	974
Dépenses de bureau	12 789	12 783
Honoraires professionnels	5 010	5 321
Amortissement des immobilisations corporelles	9 267	12 465
Frais de cartes de crédit	17 596	12 568
Intérêts et services bancaires	4 649	4 340
Taxes sur les produits et services non recouvrables	12 338	12 487
	<u>687 578</u>	<u>686 669</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>86 383 \$</u>	<u>11 808 \$</u>

## ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Non affecté	Investis en immobilisa- tions	TOTAL	
			2018	2017
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	192 681 \$	34 541 \$	227 222 \$	215 414 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	( 8 961)	8 961		
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	95 650	( 9 267)	86 383	11 808
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>279 370 \$</u>	<u>34 235 \$</u>	<u>313 605 \$</u>	<u>227 222 \$</u>

**RELANCE DES LOISIRS TOUT 9 INC**

4

**BILAN****31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>ACTIF</b>		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	371 350 \$	298 909 \$
Subvention à recevoir	26 400	26 400
Autres débiteurs	3 034	
Frais payés d'avance	1 484	3 677
TOTAL DE L'ACTIF À COURT TERME	<u>402 268</u>	<u>328 986</u>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 3)	<u>34 235</u>	<u>34 541</u>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<u><u>436 503 \$</u></u>	<u><u>363 527 \$</u></u>
<b>PASSIF</b>		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus (note 5)	10 893 \$	16 313 \$
Apports reportés (note 6)	112 005	119 992
TOTAL DU PASSIF À COURT TERME	<u>122 898</u>	<u>136 305</u>
<b>ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET</b>	<u>313 605</u>	<u>227 222</u>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET</b>	<u><u>436 503 \$</u></u>	<u><u>363 527 \$</u></u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

  
\_\_\_\_\_, administrateur  
\_\_\_\_\_, administrateur

## FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Montants encaissés durant l'exercice	762 940 \$	685 488 \$
Montants déboursés durant l'exercice	<u>( 681 538)</u>	<u>( 668 556)</u>
RENTRÉES DE FONDS NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	81 402	16 932
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<u>( 8 961)</u>	<u>( 6 146)</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	72 441	10 786
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE LA TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>298 909</u>	<u>288 123</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>371 350 \$</u>	<u>298 909 \$</u>
RÉPARTITION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVA- LENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	<u>371 350 \$</u>	<u>298 909 \$</u>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2018

## 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été constitué le 25 mars 1987 en vertu de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle est un organisme sans but lucratif au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle offre des activités de loisirs pour la population du Plateau Mont-Royal.

## 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de l'organisme ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes suivantes :

## CONSTATATION DES APPORTS

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotations sont constatés à titre de produits de l'exercice.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif. Les taux d'amortissement suivants sont utilisés :

- Équipements de bureaux	20 %
- Équipements informatiques	30 %
- Équipements d'activités	25 %

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les dépôts à terme que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2018

## 3- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortis- sment cumulé	Valeur nette	
			2018	2017
Équipements de bureaux	26 761 \$	20 470 \$	6 291 \$	6 470 \$
Équipements informatiques	34 890	24 650	10 240	14 628
Équipements d'activités	58 657	40 953	17 704	13 443
	<u>120 308 \$</u>	<u>86 073 \$</u>	<u>34 235 \$</u>	<u>34 541 \$</u>

## 4- MARGE DE CRÉDIT

L'organisme dispose d'une marge de crédit autorisé de 10 000 \$, portant intérêt au taux de 12.45 %, cette marge n'est pas utilisée au 31 décembre 2018. Il n'existe aucune garantie concernant cette marge de crédit.

## 5- CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2018	2017
Salaires et retenues à la source à payer	447 \$	3 002 \$
Taxes sur les produits et services à payer	4 638	4 490
Frais courus à payer	5 008	8 821
	<u>10 893 \$</u>	<u>16 313 \$</u>

## 6- APPORTS REPORTÉS

Solde au début de l'exercice	119 992 \$	106 581 \$
Montant constaté à titre de produit de l'exercice	( 119 992)	( 106 581)
Montant reçu pour l'exercice suivant	112 005	119 992
	<u>112 005 \$</u>	<u>119 992 \$</u>

## RÉPARTITION

Inscriptions perçues d'avance	66 465 \$	71 222 \$
Subvention Provinciale –Programme d'assistance financière aux centres de loisirs	45 540	48 770
	<u>112 005 \$</u>	<u>119 992 \$</u>

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2018

**7- INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

**8- DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE**

Les revenus de la société proviennent en partie de subventions. La ville de Montréal est le principal fournisseur de subventions.

**9- LOCAUX GRATUITS**

L'organisme bénéficie de locaux de la ville de Montréal pour lesquels elle n'exige aucun loyer. Aucun montant n'est comptabilisé aux états financiers pour ces opérations.

**10- SURPLUS CUMULÉS AFFECTÉS À DES PROJETS FUTURS**

Les surplus cumulés serviront à réaliser les projets suivants :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Maintien d'un fonds de roulement minimum	115 000 \$	75 000 \$
Mise à niveau des équipements sportifs	25 500	30 000
Mise à niveau des équipements culturels		20 000
Tableau indicateur		20 000
Mise à niveau des formations du personnel		10 000
Mise à niveau des communications	14 000	
Projets communautaires	8 400	
	<u>162 900 \$</u>	<u>155 000 \$</u>

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>SUBVENTIONS</b>		
Subventions fédérales	23 430 \$	13 528 \$
Subventions provinciales	96 428	59 473
Subventions municipales	190 000	190 000
	<u>309 858 \$</u>	<u>263 001 \$</u>
 <b>DÉPENSES RELIÉES AUX ACTIVITÉS</b>		
Location – C.S.D.M.	3 386 \$	5 850 \$
Locations d'équipements	5 819	6 409
Entretien et réparations	620	2 920
Dépenses d'activités	94 529	103 943
Honoraires contractuels	33 673	45 889
	<u>138 027 \$</u>	<u>165 011 \$</u>